

LETTRÉ DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 147
19 mars 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

CDFN de la FSU des 16 et 17 Mars

Le CDFN de la FSU se prononce pour l' « abandon du projet actuel » de réforme de la formation des maîtres.

Sous la pression des enseignants, des étudiants, la direction de la FSU ne peut continuer à avaliser la réforme gouvernementale mais ne reprend pas pour autant clairement l'exigence formulée par la mobilisation universitaire.

La discussion la plus importante du CDFN de la FSU a eu lieu sur la question suivante : la FSU va-t-elle reprendre à son compte l'exigence sur laquelle les étudiants, les enseignants du supérieur se mobilisent depuis des semaines, comme ils se mobilisent sur l'exigence du retrait du projet de décret sur les enseignants chercheurs, du projet de nouveau contrat doctorant, de l'arrêt du démantèlement des organismes publics de recherche.

C'est une question décisive. Quel est le seul point d'appui de Darcos – Péresse ? Le fait que la direction de la FSU, celle du SNES refusaient de soutenir la revendication des enseignants du supérieur et étudiants, refus derrière laquelle s'abritait la direction de l'UNEF.

Or, cette prise de position de la direction de la FSU pose aux enseignants, aux syndiqués mais même à certains syndicats nationaux des problèmes de plus en plus aigus.

Ainsi, non seulement la direction du SNESup – sous la pression directe des enseignants du supérieur – mais aussi ces derniers jours celle du SNUIPP ont dû formuler l'exigence du retrait. Dans tous les congrès académique du SNES (Nancy, Nantes, Créteil, Versailles, Clermont Ferrand, Rouen) où les délégués ont pu se saisir de la discussion, ils se sont prononcés pour le retrait.

La direction de la FSU qui, en janvier, ne reprochait au gouvernement que de compromettre le succès de sa propre réforme par sa précipitation a été contrainte d'évoluer. La formule « abandon du projet actuel » manifeste cette évolution. Mais il faut remarquer que la direction s'est crispée contre le mot de « retrait », ce qui a forcément un sens, et a même agrémenté son exigence d' « abandon » de mille considérations qui en fait ouvrent la voie au dialogue avec le gouvernement sur ses objectifs réactionnaires. Il faut remarquer aussi que les courants comme l'Ecole Emancipée ou PRSI ont d'eux même renoncé – sur injonction de la direction de la FSU – à maintenir l'exigence du retrait.

Evidemment, l'enjeu de cette bataille, au-delà même de la réforme de la formation des maîtres, c'est d'infliger une défaite au gouvernement et à son avalanche de contre réformes (loi Bachelot contre l'hôpital public, loi mobilité dans la Fonction Publique, etc.)

C'est le sens de la motion qu'a présenté le courant Front Unique, proposant qu'à l'instar de ce qui s'est produit en Guadeloupe se constitue au lendemain du 19 mars un véritable « collectif national unitaire des organisations, syndicats et partis issus du mouvement ouvrier » contre le gouvernement Sarkozy Fillon, sur les véritables revendications (arrêt des licenciements, retrait de toutes les suppressions de poste dans la Fonction Publique, arrêt et abrogation de toutes les contre réformes, rétablissement du pouvoir d'achat perdu depuis 2000).

Par ailleurs, le courant Front Unique continue à combattre pour le boycott d'Israël par le mouvement ouvrier, en particulier pour que la FSU réponde à l'appel d'Europalestine. Nous renvoyons les lecteurs à l'explication du camarade qui a présenté cette motion.

Intervention de Roland MICHEL débat général

La crise du capitalisme frappe toujours plus durement les travailleurs et la jeunesse. 5 millions de chômeurs supplémentaires aux Etats Unis en un an, des centaines de milliers condamnés à coucher dans des villages de tentes. En Europe aussi, des centaines de milliers de chômeurs nouveaux chaque mois. De plus en plus souvent, des « négociations » sur la diminution des salaires. Dans la Fonction Publique, après la Lettonie, c'est l'Irlande où les salaires de fonctionnaires sont d'autorité diminués de 15%. Et dans le même temps, partout, des centaines de milliards distribués aux capitalistes et aux banquiers.

Et la France ? 90 000 chômeurs de plus pour le seul mois de janvier. Et quelle est la politique du gouvernement Sarkozy Fillon ? Toute cette politique ne vise qu'à une chose : faire payer la crise aux travailleurs. C'est le sens pour ne parler que d'elle de la loi Patients Santé Territoires actuellement en discussion au Parlement, en vertu de laquelle – vu le « rôle de service public » donné aux cliniques privées où les médecins ne sont pas conventionnés – toute une partie de la population ne pourra plus se soigner.

Pourtant à la lecture de l'appel des dirigeants des organisations syndicales au 19 mars – et je ne doute pas que malgré cet appel de nombreux travailleurs participeront au 19 mars –, ce n'est pas cette appréciation qui est portée puisqu'on donne acte à Sarkozy de la « légère inflexion » de sa politique, de mesures « trop parcellaires ». Bref, la tonalité est de dire : « Sarkozy, encore un effort », comme si ce gouvernement allait dans le bon sens, mais pas suffisamment.

On ne peut pourtant guère douter de la politique de ce gouvernement, et du fait que c'est un gouvernement ennemi des travailleurs à la lecture par exemple de la déclaration de Woerth le 3 mars aux fédérations de fonctionnaires. Maintien des 120 000 suppressions de poste en trois ans, individualisation des salaires, maintien des restructurations de services, de la liquidation des corps et des qualifications. Tout y est. Et quant à ce sur quoi il n'y a pas encore accord, par exemple le rôle des commissions paritaires, il faut, dit Woerth, qu'on en rediscute. Et le même Woerth ne manque pas de féliciter les responsables syndicaux pour les mois de concertation qui ont permis au gouvernement de réaliser de telles « avancées ».

Le discours de Woerth est une véritable leçon sur la fonction du dialogue social. Comme est une leçon ce qui se passe à Continental – Clairoix. Des dirigeants syndicaux ont, il y a quelques mois, signé un accord d'augmentation du temps de travail à 40 heures « pour sauver l'entreprise ». Et aujourd'hui, après avoir engrangé les bénéfices de la surexploitation des travailleurs, la direction de Continental annonce la fermeture de l'usine et le licenciement de tous les ouvriers !

Le gouvernement et le MEDEF sont-ils si forts ? Ce qui vient de se passer en Guadeloupe et en Martinique vient de montrer le contraire. Qu'est ce qui a permis aux travailleurs d'arracher des revendications d'importance ? La réalisation du front unique sur des revendications clairement formulées (les 200 euros notamment), la grève générale pour ces revendications.

Et ce qui se passe à l'université ne manque pas d'être instructif. Le simple fait que la direction du SNESup refuse de s'associer au ministre pour réécrire le décret liquidant le statut des enseignants chercheurs place le gouvernement dans le plus grand embarras.

Mais qu'est ce qui manque à l'université pour défaire le gouvernement ? Ce qui manque c'est le Front Unique sur les revendications qui sont celles des enseignants, des chercheurs et des étudiants. Et de ce point de vue, **ce CDFN a une responsabilité majeure : est-ce qu'après des semaines et des semaines, la direction de la FSU, à la suite de celle du SNESup, de celle du SNUIPP qui vient de le faire, de la prise de position de nombreux congrès académiques du SNES, va se décider à reprendre la revendication des étudiants et enseignants : à savoir le retrait de la réforme de la formation des enseignants et des concours ?** C'est là un enjeu essentiel de ce CDFN.

Le lendemain du 19, les dirigeants syndicaux se réunissent. Parizot a déclaré : « *Il y a une différence entre la Guadeloupe et la métropole ; c'est qu'en métropole, les syndicats sont « constructifs »* ». Un hommage dont les travailleurs se passeraient bien. L'éditorialiste du Monde, la semaine dernière disait : « *Les syndicats évitent le « piège » de constituer un front anti Sarkozy* ». Et pourtant, un front anti Sarkozy, c'est précisément ce qui est nécessaire. Et ce front peut se constituer sur des mots d'ordre clairs : aucun licenciement ! Retrait de toutes les suppressions de postes dans la Fonction Publique ! Arrêt, abrogation de toutes les contre réformes du gouvernement. Un tel appel constituerait un jalon de première importance pour tracer une alternative politique à ce gouvernement. Car tous les travailleurs le savent : la question essentielle est celle de l'alternative politique. Et l'alternative politique, c'est en finir avec ce gouvernement, et lui substituer un gouvernement des organisations ouvrières unies.

Intervention d'Olivier Lestang : face à la crise économique, quel combat ? Sur quelle orientation ?

Il est indiscutable que commencent à se faire jour, malgré les efforts des défenseurs du régime fondé sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, de désagréables évidences, jusqu'ici dans ce Cdfn. Et notamment le constat que l'Union Européenne n'a rien à voir avec une Europe Unie, que c'est le « chacun pour soi » qui domine, et que la zone euro est menacée de dislocation par cette crise.

Mais derrière ces constats, on veut nous faire passer l'appel à manifester le 28 mars au moment du G20. Or cet appel est un appel en défense du capitalisme en crise. Il attribue la crise à « l'ultra-libéralisme » (ce qui laisse même sa porte ouverte aux « libéraux » non « ultras »). Non, cette crise est la crise du capitalisme !

Cet appel revendique, comme le fait régulièrement la CSI au demeurant, des « *régulations sous la surveillance des institutions internationales : FMI, OMC* » tout en les critiquant, certes, certes. Et il se fixe comme objectif d'être « *entendu du G20* ».

La responsabilité de la FSU est au contraire de tracer la voie de l'indépendance de classe. Elle doit dénoncer les « plans de relance » gouvernementaux et les sommets type G20 qui ne visent qu'à faire retomber sur les épaules des travailleurs le fardeau de la crise. Non, ces plans ne sont pas « inadaptés » ou « insuffisants », comme le dit la direction de la FSU. Ce sont des plans de financement des licenciements, des restructurations (comme pour l'automobile aux Etats-Unis) des plans de sauvetage des bandits de la Finance !

Et il faut y opposer, face aux ravages de la crise, le plan dont ont besoin travailleurs et jeunes, plan que les directions syndicales ont à élaborer, un plan de production. Ce plan doit permettre à la fois de garantir le droit au travail (en diminuant le temps de travail) et assurer la production des biens socialement utiles, comme les logements sociaux. Pour cela, il faut rompre avec la logique capitaliste du profit, dénoncer la dette publique, et bien entendu exproprier les banques, nationaliser tout le système du crédit pour qu'il soit mis au service des travailleurs.

Enfin, je pose ici une question : Sarkozy, le 8 février, a réitéré sa proposition 'associer les directions syndicales à la préparation du G20 du 2 avril. Des réunions se sont-elles tenues ? Si oui, le devoir de la FSU est de les dénoncer publiquement : on ne va pas aux côtés des meurtriers pour discuter avec eux de la façon et de l'angle dont ils doivent enfoncer leur lame et trancher la viande.

Intervention d'O. ROUGERIE, le mercredi 17 03 2009, présentation de la motion « Retrait de la réforme formation des maîtres, pas de participation à la commission de suivi de la réforme »

Depuis des semaines, les enseignants chercheurs et les étudiants sont en grève contre le projet de contre réforme des concours qui a pour objectif :

- L'économie de milliers de postes (9000 selon la direction même du Snes),
- La déqualification des futurs enseignants (suppression de la formation disciplinaire et professionnelle),
- La suppression des concours en les transformant en entretien d'embauche.
- la liquidation du statut des enseignants.

Cette réforme est donc un enjeu à tous les niveaux, à la fois pour les étudiants (il condamne des milliers d'étudiants titulaires d'un Master à la précarité), pour les enseignants du supérieur, mais aussi pour les enseignants du primaire et du secondaire.

Le gouvernement manœuvre en recul mais n'entend pas retirer son projet. Il faut le lui imposer !

Alors ne tournons pas autour du pot !

- Le Snuipp s'est prononcé pour le retrait,
- Plusieurs congrès académiques du Snes (Versailles, Créteil, Clermont, Nantes, Rouen, Nancy ...) ont fait de même.

- Le Snesup s'est prononcé aussi pour le retrait et à refusé de participer à la concertation avec le ministre sur cette question, exprimant comme l'a indiqué un intervenant hier après midi « *la volonté de l'immense majorité des enseignants du supérieur* ». Le SE aussi a été contraint de se prononcer pour le retrait.

Certains nous expliquent ici qu'il n'y a pas de différence entre report et retrait, que la question essentielle est celle de l'élévation du niveau de recrutement. Ce n'est pas une simple question de mots, et les enseignants comme les étudiants le savent : le report, c'est l'application de la réforme à une date ultérieure, peu importe que ce soit en 2010 ou en 2011 !

Se démarquer de la réforme, c'est le retrait. Le retrait, c'est une défaite pour le gouvernement !

Le CDFN ne peut avoir qu'une position, celle qui s'exprime massivement, à savoir le retrait du projet de réforme Darcos - Péresse. Cette position serait décisive pour la réalisation du Front unique des syndicats de l'enseignement pour infliger une défaite au gouvernement sur cette question.

C'est dans ce sens que le courant Front unique dépose une motion pour le retrait du projet de réforme des concours. Il soutiendra toute proposition allant dans ce sens.

Intervention de Roland MICHEL, pour une prise de position du CDFN pour le retrait du projet gouvernemental de réforme de la formation des maîtres et des concours

L'argument le plus décisif qui a été donné pour que le CDFN de la FSU exige le retrait du projet gouvernemental de réforme de formation des maîtres a été donné par Daniel ROBIN (secrétaire national du SNES ndlr) récemment : ce projet de réforme permettra de supprimer 9000 postes.

Or le texte proposé par le secrétariat non seulement n'exige pas le retrait, mais affirme même « *que le gouvernement a été contraint de prendre partiellement en compte la force de la mobilisation* ». En quoi ? On nous parle par exemple de reculs sur l'année de stage. Lesquels ? En réalité, le communiqué ministériel du 12 mars annonce que l'année de stage sera conforme à la charte présentée par le gouvernement en septembre 2008. Or cette charte justement ... supprime l'année de stage et propose que dès la première année le jeune collègue exerce à plein temps. Pour le reste la déclaration du 12 mars maintient tout : les stages de surexploitation des étudiants en master notamment. En réalité il n'y a aucun recul.

Curieusement, certains responsables de syndicats nationaux évoquent leurs « mandats » de congrès pour refuser de prendre position pour le retrait. A quoi, il faut répondre deux choses. D'abord il n'y a pas de mandats éternels. Par exemple, dans le SNES de nombreux congrès académiques qui se sont tenus se sont prononcés pour le retrait. Et puis quels mandats pourrait-on faire prévaloir pour accepter un projet qui prévoit 9000 suppressions de postes, un projet qui liquide la formation disciplinaire et professionnelle (l'année de stage), un projet qui aura pour conséquence d'inonder l'établissement de milliers d'étudiants précaires surexploités chargés d'enseignement ? Il ne peut y avoir de mandats de ce genre.

Il est probable que l'avenir du projet gouvernemental dépend largement de notre vote. Sur quoi s'appuie aujourd'hui le gouvernement ? Sur le fait qu'alors que les enseignants du supérieur, les étudiants, à travers leurs coordinations se prononcent pour le retrait, alors que la direction du SNESup, du SNUIPP fait de même, la direction de la FSU refuse à ce jour de faire de même.

Il ne s'agit pas que de la réforme des concours. Imposer sur ce terrain une défaite au gouvernement c'est ouvrir la voie à la possibilité de faire reculer le gouvernement sur bien d'autres contre réformes du gouvernement. C'est modifier profondément et en notre faveur les conditions du combat contre ce gouvernement. C'est pourquoi la question de savoir si notre CDFN se prononcera pour le retrait du projet gouvernemental est si importante

Motion Front Unique : Pour le retrait de la réforme de la formation des enseignants, contre la participation au Comité de « concertation et de suivi »

- Conformément aux positions réitérées des différentes coordinations représentatives des enseignants chercheurs et étudiants mobilisés depuis des semaines
- Conformément à la position exprimée par le SNESup, le SNUIPP, et de nombreux congrès académiques du SNES notamment
- Considérant que la réforme du gouvernement supprime 9000 postes, détruit à la fois la qualification disciplinaire et professionnelle, porte en germe la destruction des concours nationaux et le développement massif de la précarité

Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait du projet de réforme de la formation des maîtres.

Il décide que la FSU ne participera en aucun cas à la Commission de concertation et de suivi que tentent de mettre en place Darcos et Péresse

Pour 8 contre 69 abstentions 15 nppv 9

Le courant Front Unique maintient l'amendement pour le retrait. Intervention de Roland MICHEL

L'Ecole Emancipée et PRSI viennent de retirer leur amendement proposant de mettre dans le texte « retrait de la réforme de la formation des maîtres ». Je ne comprends pas l'acharnement de la direction de la FSU de chercher absolument une formulation qui soit différente de celle des assemblées générales d'enseignants du supérieur, d'étudiants. Je ne comprends pas pourquoi les camarades retirent leur amendement Voilà pourquoi, au nom de FRONT Unique je maintiens pour ma part l'amendement suivant : remplacer « abandon du projet actuel » par « retrait du projet actuel »

La proposition a recueilli 11 pour, 58 contre, 10 abstentions, 24 refus de vote

Intervention d'Olivier Lestang : quelle doit être la position de la FSU après le 19 mars ?

Ce Cdfn se tient à la veille des deux cent et quelques manifestations du 19 mars. Et aujourd'hui Thibault annonce dans *Le Monde* une prochaine échéance pour le premier mai. En cohérence, il demande à nouveau au gouvernement une nouvelle « inflexion », après celle qui aurait soit disant eu lieu le 18 février. En cohérence, oui, avec ce que souligne *Le Monde* de samedi dernier « *les syndicats résistent à la tentation d'un front anti-Sarkozy* ». Mais c'est cette résistance qui

doit être balayée ! Ce refus d'engager le combat contre le gouvernement, avec tout ce qui en découle, la concertation permanente avec lui, est la source essentielle de désarroi comme de colère dans les profondeurs du pays.

La responsabilité du mouvement ouvrier, face à la crise, face à un gouvernement qui maintient et poursuit toute sa politique, appuyé sur la concertation, c'est au contraire d'ouvrir une alternative.

Alternative à la politique du gouvernement, aux politiques de défense du capitalisme, c'est ce dont j'ai parlé ce matin en proposant d'aller vers la revendication d'un plan de production.

Alternative à ce gouvernement lui-même. Car nul travailleur conscient ne croit une seule seconde que Sarkozy et ses amis vont changer de politique, rétablir les postes, abroger leurs propres réformes, etc. ! C'est un mensonge.

Et là, il faut se tourner vers le combat mené en Guadeloupe. Car il est fécond. Ce n'est pas simplement d'avoir « lutté » qui a permis aux travailleurs d'imposer en grande partie leurs revendications. Ce n'est pas en particulier la « reconductible », mais une véritable grève générale, appelée par les organisations ouvrières. Mais d'où sortait cette grève générale ? De ce que les organisations ouvrières guadeloupéennes, et syndicats, et partis, se sont regroupées dans un collectif unitaire, certes pas seules, mais dont elles étaient le centre de gravité. Que ce collectif s'est soudé sur des revendications précises, chiffrées, qui toutes étaient directement opposées au gouvernement, à la région, et aux patrons békés. La force de la classe ouvrière a ainsi pu s'exprimer, à tel point qu'à un moment, après le départ précipité de Jégo, tous posaient la question « qui a le pouvoir dans l'île ? ».

Voilà pourquoi ils ont remporté des succès. Voilà ce dont il faut s'inspirer. La FSU doit proposer, militer publiquement, pour la constitution d'un collectif national unitaire des syndicats et partis issus du mouvement ouvrier.

Sa plateforme est toute trouvée : c'est celle qui a émergé de la manifestation du 29 janvier. Car toutes les revendications convergeaient : l'arrêt des licenciements, des suppressions de postes dans la fonction publique ; le retrait et l'abrogation des contre-réformes Sarkozy ; le rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis au moins 2000.

Bien entendu, l'objectif premier de ce Comité serait de combattre pour défaire le gouvernement Sarkozy, le Medef, car ce n'est qu'en combattant pour les vaincre que ces revendications peuvent être satisfaites. Ce combat pour en finir avec lui, c'est d'ailleurs bien la première mesure d'urgence pour faire face à la crise.

La constitution d'un tel Collectif serait une rupture avec le syndicalisme « constructif et responsable » que vantait Parisot dans les colonnes du Parisien la semaine dernière, une rupture avec le gouvernement, un pas en avant, un espoir pour des millions et des millions de travailleurs, de jeunes, qui sont victimes de la crise du capitalisme.

C'est pourquoi nous proposons la motion suivante :

Le 20 mars, les directions des organisations syndicales se réunissent.

Tirant les leçons de la lutte en Guadeloupe, le Cdfn décide de mandater sa délégation pour la constitution d'un collectif national unitaire regroupant organisations syndicales et partis issus du mouvement ouvrier.

La plateforme de ce collectif doit être basée sur les revendications exprimées massivement et explicitement dès le 29 janvier par plus de deux millions de manifestants, à savoir :

- Arrêt immédiat des licenciements, des suppressions de postes dans la fonction publique
- Retrait et abrogation des « réformes » Sarkozy (enseignement, hôpitaux, fonction publique, etc.)

Son objectif, pour arracher ces revendications, doit être d'organiser le combat d'ensemble contre le gouvernement Sarkozy-Fillon et le Medef.

Le Cdfn décide de rendre publique cette position immédiatement.

Pour 7 contre 72 abstentions 0 nppv 19

Intervention Yvon Breda pour le boycott d'Israël par le mouvement ouvrier

Il n'est pas nécessaire que je revienne aujourd'hui sur l'offensive qu'Israël a organisée au mois de janvier contre la population civile de Gaza. Mais il faut en revanche prendre en considération le résultat des élections israéliennes qui ont eu lieu depuis : après des massacres qui ont ébranlé la terre entière, provoqué des manifestations d'indignation sans précédent, dont des centaines de milliers de manifestants en France, quel gouvernement est sorti des urnes ? Le gouvernement de ceux qui ont fait campagne pour dire que ces massacres ne sont pas allés assez loin.

Ce qu'est le programme de Netanyahu, chef du Likoud, ce n'est pas seulement de prolonger le blocus de Gaza, de poursuivre la colonisation, de continuer d'expulser les palestiniens de Jérusalem Est et de parachever la construction du « mur de la Honte » : c'est aussi de casser en deux ce qui reste de la Cisjordanie. Quant à Lieberman, le président d'Israël Beitenou, dont la revendication de « laïcité » se résume à ne même plus recouvrir le colonialisme israélien de son vernis prétendument juif, c'est d'abord le partisan du « transfert » - de la déportation du million de palestiniens qui vit dans les frontières d'Israël.

C'est un gouvernement d'égorgeurs. Un gouvernement dont la formation signifie que de nouveaux massacres sont une certitude à plus ou moins brève échéance. Ce qui me conduit à réitérer la question que j'ai posée lors du précédent CDFN: qui viendra en aide au peuple palestinien?

Sarkozy, on le sait, a eu pour première réaction au lendemain des massacres de dépêcher une frégate de la FINUL, au large de Gaza, pour assister Israël dans la poursuite du blocus. Quant à « Arnaque » Obama, qui vient de reprendre à son compte le plan Bush pour l'Irak, après avoir fait campagne sur le thème du changement, il faut savoir qu'une de ses promesses est de porter à 3 milliards de dollars l'aide militaire américaine à Israël. Ils ne sont pas seulement complices, ils soutiennent activement Israël.

Dès lors, que va faire le mouvement ouvrier? Que va faire la FSU? Va-t-elle pour la énième fois réitérer ses incantations sur le thème du « droit international », demander au gouvernement et à l'ONU d'imposer des « sanctions », ce qu'ils ne feront jamais, et laisser une nouvelle fois se banaliser l'horreur, jusqu'au prochain massacre? Ou bien s'engagera-t-elle résolument aux côtés du peuple palestinien, ce qui signifie rompre avec Sarkozy et sa politique extérieure, la combattre, et organiser le boycott effectif de l'Etat d'Israël?

La question, ce n'est pas seulement moi qui la pose: après les mobilisations massives du mois de janvier, la volonté d'organiser le boycott d'Israël perdure et s'exprime dans le monde entier. Récemment, en Hollande, le porte-parole de l'armée israélienne a été accueilli à coups de chaussures – les mêmes qui ont servi à accueillir Bush en Irak. En Suède, lors de la coupe Davis, l'équipe israélienne a été contrainte de jouer à huis clos, pour interdire que la cause palestinienne ne soit exprimée dans les gradins. Des dizaines d'initiatives de soutien à Israël ont ainsi été interdites et annulées.

Des syndicats ont également pris position: ceux du commerce en Norvège, ceux du transport maritime en Australie, et des syndicats d'enseignants en Grande-Bretagne et au Canada organisent le boycott à leur niveau.

En France, la question du boycott a été posée publiquement le 17 janvier dernier, lors d'une manifestation, appelée par Europalestine et d'autres associations, qui a rassemblé 20 000 participants à Paris. Les mêmes associations ont depuis signé l'appel « Pour briser l'étau qui étouffe le peuple palestinien, il faut organiser le boycott d'Israël », appel que je demande à la FSU de reprendre à son compte.

La FSU peut tout particulièrement contribuer à une véritable campagne de boycott sur deux plans : le premier, ce serait de dénoncer l'accord signé par Darcos en Israël le 14 décembre dernier, accord qui prévoit une « coopération éducative renforcée » avec Israël et l'instauration d'un bac franco-israélien. Or, il faut le dire, le système israélien est l'antichambre du colonialisme et de l'armée israélienne. Il représente tout ce contre quoi s'est battu le syndicalisme enseignant en France: militarisation de la jeunesse, transmission des mythes sionistes, négation du peuple palestinien, de sa culture et de ses droits nationaux.

Le second, serait de se prononcer pour le boycott de toute coopération scientifique entre la France et Israël – et pour commencer, d'appeler au boycott des accords Lille-Haïfa dans le domaine des biotechnologies, comme le demandent l'AFPS 59-62, l'Union Juive Française pour la Paix et la communauté palestinienne du Nord, relayés depuis par un appel d'universitaires lillois. L'offensive du mois de janvier l'a bien montré: dans les mains de Tsahal, la science tue!

Je conclus sur un dernier point: alors qu'une telle mobilisation persiste, que les yeux sont tournés à travers l'appel d'Europalestine vers le mouvement ouvrier, il serait dramatique que la FSU laisse le terrain vacant au profit des forces réactionnaires, notamment islamistes, qui cherchaient à s'exprimer en marge des manifestations de janvier, et pourraient bien prendre la tête des prochaines mobilisations si le mouvement ouvrier se détournait de ses responsabilités.

Motion Front Unique: pour l'organisation du boycott d'Israël

Le Conseil National de la FSU reprend à son compte l'appel initié par Europalestine en faveur de l'organisation du boycott d'Israël. Il invite toutes les organisations du mouvement ouvrier à en faire de même.

Le Conseil National de la FSU considère qu'en particulier, il est de sa responsabilité de:

- dénoncer l'accord signé par X. Darcos en Israël le 14 décembre dernier en faveur d'une « coopération éducative renforcée », qui prépare l'institution d'un baccalauréat franco-israélien;
- appeler au boycott de toute coopération scientifique franco-israélienne, à commencer par l'accord Lille-Haïfa dénoncé par l'AFPS 59-62, la communauté palestinienne du Nord et l'Union Juive Française pour la Paix.

Pour: 7 – Contre: 62 – Abstentions: 1 – NPPV: 28

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:
Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com